



**PREFÊTE**

**DE LA LOIRE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Vu 4  
02/01  
Enregistré dans  
valeur de suivi  
→ JU 06 → CC

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service Environnement et Prévention des Risques**

**Arrêté n°589-DDPP-22 portant mise en demeure  
de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002**

**La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'Environnement et notamment son article L.171-8 ;  
**VU** le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 22-127 du 12 juillet 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;  
**VU** l'arrêté du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;  
**VU** l'arrêté préfectoral du 07/06/2005 autorisant la société FMI Process à exploiter une installation de traitement thermique des boues de la station de traitement des eaux usées de l'Horme au lieu-dit « Le Garat » ;  
**VU** l'inspection du 09/12/2022 et le rapport de l'Inspection des Installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 15/12/2022 ;  
**VU** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 15/12/2022 ;  
**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

**Considérant** que les valeurs limites d'émission des rejets gazeux fixées à l'annexe I de l'arrêté du 20/09/2002 sus-visé sont régulièrement dépassées sur les années 2021 et 2022 ;  
**Considérant** que la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de traitement s'élève à 79,5 heures en 2021 et à 138,5 heures pour 2022 (au 31/10/2022) ;  
**Considérant** qu'aux termes de l'article 10 de l'arrêté du 20/09/2002 sus-visé, cette durée cumulée ne doit pas excéder 60 heures sur une année calendaire ;  
**Considérant** que la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure s'élève à 90 heures en 2021 et à 22 heures en 2022 (au 31/10/2022) ;  
**Considérant** qu'aux termes de l'article 10-1 de l'arrêté du 20/09/2002 sus-visé, cette durée cumulée ne doit pas excéder 60 heures sur une année calendaire ;  
**Considérant** que lors des phases de démarrage, les boues sont introduites dans le four à une température inférieure à 850° C ;  
**Considérant** qu'aux termes de l'article 9 de l'arrêté du 20/09/2002 sus-visé, l'installation doit être dotée d'un système automatique qui empêche l'alimentation en déchets pendant la phase de démarrage jusqu'à ce que la température de 850° C ait été atteinte ;  
**Considérant** qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions fixées aux articles 9, 10, 10-1, ainsi que les valeurs limites d'émission fixées à l'annexe I de l'arrêté du 20/09/2022 sus-visés ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

**ARRETE**

Standard : 04 77 43 44 44

Télécopie : 04 77 43 53 02

Site internet : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr)

Immeuble « Le Continental », 10 rue Claudius Buard CS 40272 - 42014,  
Saint-Etienne Cedex 2

**Article 1<sup>er</sup>** : La société FMI Process est mise en demeure de respecter, pour son installation de traitement thermique située sur la STEP de St Chamond - 22 rue du Garat - 42152 L'HORME, les prescriptions fixées :

- à l'article 9 de l'arrêté du 20/09/2002 sus-visé, pour ce qui concerne la température d'introduction des boues dans le four lors des phases de démarrage, **sous 1 délai d'un mois** suivant la notification du présent arrêté,
- à l'article 10 et 10-1 de l'arrêté du 20/09/2002 sus-visé, **au 31/12/2022** ;
- à l'annexe I de l'arrêté du 20/09/2002 sus-visé, pour ce qui concerne les valeurs limites d'émission des rejets gazeux, **sous un délai de 2 mois** suivant la notification du présent arrêté.

**Article 2** Indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de la société FMI Process, en cas de non-respect des obligations fixées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté il pourra être fait application des dispositions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**Article 5** Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées, le directeur départemental de la Protection des Populations et le Maire de Saint-Chamond sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Saint-Étienne, le 27 DEC 2022

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

copie adressée à :

- Société FMI Process  
17 B Boulevard Waldeck Rousseau  
42400 Saint-Chamond
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- Mairie de L'Horme
- Archives
- Chrono